

DISPOSITIF DE FACILITATION DE DÉPART À LA RETRAITE

Il est urgent de le supprimer

Le groupe de travail tripartite sur la retraite, installé en 2003, avait débattu du dispositif de facilitation de départ à la retraite — tout ce qui est départ avant l'âge légal de 60 ans. Dans son rapport, le groupe proposait deux variantes : la suppression de ce dispositif — extrêmement coûteux pour la Caisse nationale de retraite — ou son maintien.

Il est urgent de le supprimer, ne serait-ce que pour garantir la pérennité du système de retraite.

La mesure de suppression ainsi préconisée visait deux objectifs : harmoniser les dispositions contenues dans le dispositif lié aux facilitations de départ en retraite, et ce, par rapport au régime de retraite anticipée et réduire l'impact du dispositif de facilitation de départ

à la retraite sur l'équilibre financier de la caisse. En matière de retraite anticipée imposée au travailleur dans le cadre de compression pour raison économique, les avantages de pension sont réduits : alors que la retraite demandée dans le cadre de l'ordonnance n°97-13 du 31 mai

1997, donc par le libre choix du travailleur, ne comporte aucune disposition allant dans le même sens. Dans le régime de retraite anticipée, l'exercice de toute activité génératrice de revenus, hormis celle liée à une activité d'utilité publique telle que prévue par la législation, entraîne la perte ou la suspension de ce droit. Par contre, dans le dispositif lié aux facilitations des départs en retraite, l'exercice d'une activité rémunérée est toléré.

La minoration de la pension, telle que prévue par le régime de retraite anticipée, est provisoire du fait que la pension est majorée chaque année du montant de cette minoration. En outre, à l'ex-

piration de la période d'anticipation, le bénéficiaire d'une pension de retraite anticipée est admis à la retraite normale et sa pension est révisée en fonction des annuités au titre de la retraite, majorée des années d'anticipation.

Aussi en cas de décès d'un pensionné, chacun des ayants droit (conjoint, enfants, ascendants) peut bénéficier d'une pension de réversion, et ce, dans les mêmes conditions que celles fixées pour la retraite normale. De plus, il convient de relever que le nombre de bénéficiaires de la retraite anticipée ne cesse de régresser, et ce, depuis la mise en œuvre de l'ordonnance n°97-

13 du 31 mai 1997 relative au dispositif lié aux facilitations des départs en retraite. Les statistiques de la CNR font ressortir de manière éloquent la diminution du nombre de bénéficiaires de la retraite anticipée et l'augmentation du nombre de bénéficiaires du dispositif lié aux facilitations des départs en retraite qui offre plus d'avantages immédiats que le régime de retraite anticipée, notamment la possibilité de travailler juste après le départ en retraite.

Trop coûteux pour la CNR et injuste, ce dispositif de retraite proportionnelle et sans limite d'âge doit disparaître.

Djlali Hadjadj

POINT DE VUE

Un revenu individuel pour tous

Lecteur assidu de votre page du mercredi «Soir Retraite», j'ai fait paraître trois fois du courrier pour mes problèmes de fonctionnaire. J'ai l'honneur de tenter de le faire paraître une quatrième fois non pour moi-même, mais pour tous les Algériens s'agissant de leurs revenus et ce n'est qu'un point de vue de ma part pour le bien-être de tous sans aucune exception.

A mon humble avis, il faudra créer un seul et unique revenu individuel pour tous les Algériens de leur naissance à leur décès et qui remplacera tous les autres revenus non gagnés par un travail direct et effectif.

Ce revenu individuel sera versé à tout le monde travaillant ou pas ! Ainsi ceux qui ont la chance d'avoir un travail seront plus riches que ceux qui n'en ont pas car en plus de leurs salaires ou de leurs bénéfices tirés de leurs commerces ou leurs services, ils ont eux aussi ce revenu individuel à vie qui les fera vivre décemment même en perdant leur travail, commerces et services

(chômage, maladie, limite d'âge, etc.). Ainsi on n'aura pas à cotiser pour avoir une pension de retraite, car celle-ci disparaîtra d'elle-même comme les pensions de moudjahidine et des ayants droit des chouchada, des bourses des étudiants, des allocations familiales, et j'en passe, la liste étant longue, pour n'être remplacés que par un seul et unique revenu qu'est ce revenu individuel à vie pour tous les Algériens !

Et où qu'ils se trouvent dans le monde entier, même en prison ! Cela s'appelle l'égalité sociale ! Chère à tout humaniste digne de ce nom.

Dès l'institution de ce revenu individuel à vie pour tout le monde sans aucune exception, on verra une Algérie enfin sans mendiants, sans couffin du Ramadhan, car tous les Algériens et les Algériennes auront de l'argent en travaillant ou pas pour faire face aux dépenses de leur vie. Et de ce fait se sentiront des citoyens à part entière sans aucune discrimination et n'auront plus à

devenir harraga ou trafiquants. Et je ne terminerais par mon courriel sans vous dire que tout le monde aura son numéro de Sécurité sociale à la naissance pour être remboursé des médicaments et certains soins tout le long de leur vie et que les caisses de retraite et autres institutions tel le ministère des Moudjahidine, pour ne citer que celui-là, disparaîtront d'eux-mêmes car ils n'auront aucune raison d'être. A charge pour ces moudjahidine et leurs enfants et les enfants de chouchada et autres enfants de s'organiser en associations pour défendre leur mémoire sans demander un seul sou car tout le monde se contentera de ce revenu individuel à vie pour tous les Algériens sans exception et d'un travail s'il en a un.

Abdelkader-Kamel Ouahioune
Ouled Yaïch (Blida)

COURRIER DES LECTEURS

Quels droits pour une personne handicapée ?

Je suis âgé de 53 ans, j'ai travaillé pendant 14 ans dans une société nationale, libéré suite à la fermeture de cette société pour bénéficier d'une allocation chômage pendant 26 mois. Aujourd'hui, je suis handicapé moral à 100% suite à une maladie que je soigne depuis longtemps et je me trouve sans emploi ni ressources. Ma question est de savoir si j'ai droit à une retraite avant l'âge ? Et est-ce que j'ai d'autres droits à la Sécurité sociale ?

Karim T. (Béjaïa)

RÉPONSE : Votre situation ne vous permet pas de bénéficier d'une retraite avant l'âge légal de 60 ans. Est-ce que votre «handicap moral» est reconnu et indemnisé par la Cnas ?

Retraite Casnos

J'ai cotisé 7 à 9 ans à la Casnos. J'ai 53 ans. Ma question est la suivante : si je dépose une demande de retraite, je vais bénéficier de quoi ? Merci. Et bravo, bravo pour l'aide que vous apportez à tous.

Gargache Boualem

RÉPONSE : L'âge légal de départ à la retraite pour les affiliés à la Casnos est de 65 ans, à condition d'avoir cotisé pendant 15 ans. A défaut de comptabiliser 15 années de cotisations, l'assuré Casnos peut bénéficier d'une allocation de retraite, toujours à partir de 65 ans.

Comment peut-on perdre le dossier d'un assuré décédé ?

Mon frère a travaillé de 1999 à 2000 auprès d'une entreprise à Tamanrasset. En octobre 2000, il est rentré sur Oran où il a travaillé auprès d'une autre entreprise jusqu'à la date de son décès le 8 septembre 2007. Nous avons sollicité la Cnas d'Oran pour le capital décès mais à ce jour sa veuve et ses orphelins n'ont rien perçu sous prétexte que son dossier est introuvable. Alors que la Cnas de Ouargla nous a assuré que son dossier a été transféré en 2001.

Est-il possible qu'à l'ère de l'informatique un dossier puisse se perdre ?

RÉPONSE : Même si le dossier «papier» venait à être égaré, le dossier «informatique» existe. Nous vous conseillons de saisir la direction générale de la Cnas, route des Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger.

Années de formation et calcul de la pension de retraite

De 1968 à 1974, j'ai bénéficié d'une formation d'ingénieur géophysique à l'étranger (ex-URSS) en qualité de contractuel avec la société ex-SNMC. Une ATS correspondant à la durée de ma formation m'a été délivrée par cette société mais cette période ne figure pas sur mon relevé de carrière que m'a établi la Cnas. Pour cela je voudrais bien être éclairé juridiquement et connaître la démarche à suivre afin que je puisse bénéficier pleinement de mes droits.

NB : A la fin de ma formation, j'ai réintégré cette société dont le numéro d'employeur formateur est 113531.

RÉPONSE : Pour que les années de formation soient comptabilisées dans le décompte total des années de cotisations pour la retraite, il est impératif que dans les cotisations de Sécurité sociale figurent une quote-part retraite, ce que visiblement votre employeur n'a pas fait.

Allocation de retraite

J'ai travaillé à l'ONLF pendant 3 ans avec cotisation bien sûr à la Cnas et à la mutuelle de 1982 à 1984. Maintenant j'ai atteint l'âge de 60 ans : est-ce que j'ouvre droit à une allocation de retraite ?

RÉPONSE : Pour ouvrir droit à une allocation de retraite, il faut avoir travaillé et cotisé à la Sécurité sociale au moins 5 années.

Droits à la retraite pour les femmes

Je voudrais me renseigner s'il vous plaît sur l'âge de la retraite pour une femme. J'ai travaillé dans le domaine de la santé de 1973 à 1981 et j'ai cotisé pendant 8 ans. Ai-je droit à une retraite et à quel âge ?

RÉPONSE : Pour ouvrir droit à une retraite, vous devez avoir travaillé et cotisé à la Sécurité sociale au moins 15 années. Dans votre situation, vous ne pourrez bénéficier que d'une allocation de retraite et ce, à partir de 60 ans.